

Le Monde, 8 juin 2013

« Ni oubli ni pardon » de Paris à Toulouse

LA MORT de Clément Méric a rassemblée, jeudi 6 juin, une partie de la gauche antifasciste dans plusieurs grandes villes de France. A 17 heures, c'est sur les lieux mêmes où il a été agressé, rue de Caumartin, à Paris, que convergent plusieurs centaines de personnes. Derrière un drapeau sur lequel est inscrit « Clément, 05.06.2013, à jamais l'un des nôtres », ses camarades de l'Action antifasciste Paris-banlieue arrivent. Le poing levé, secoués de larmes, ils se regroupent autour des fleurs déposées au sol. Le silence. Les yeux rougis. La douleur de ces jeunes qui, pour la plupart, pleurent un « père d'arme ».

Un de ses camarades prend la parole, il dénonce « un assassinat politique ». Puis des cris : « Clément anti-fa ! », « No pasaran ! », « Alerta antifascista ! ». Ses amis se rassoient en cercle, genou au sol. La foule suit le mouvement. De nouveau le silence, le recueillement. Puis une longue salve d'applaudissements, avant de partir en cortège pour l'autre rassemblement, organisé à 18 h 30 place Saint-Michel par le Parti de gauche (PG) dans un premier temps, rejoint par d'autres forces politiques, syndicales et associatives.

Plusieurs milliers de personnes sont là. Mais ce n'est pas la grande « union sacrée », plutôt une gauche non-gouvernementale qui ne ménage pas ses critiques contre les forces au pouvoir. Quelques responsables socialistes font une apparition. Anne Hidalgo, la candidate du PS à Paris, rebrousse che-

min après avoir essuyé des huées. Le député Jean-Marc Germain, son compagnon, se foud dans la foule, de même que les sénateurs socialistes Jean-Pierre Sueur et Bariza Khari, qui s'écroquent discrètement.

Les prises de parole se succèdent. Les proches de Clément Méric s'efforcent des tentatives de « récupération », visant notamment le PG, dont le coprésident, Jean-Luc Mélenchon, présent au pied de la tribune, s'abstient d'intervenir. Le plus applaudi est Olivier Besancenot qui, au nom du NPA, dénonce « tout ce qui fait le lit de l'extrême droite, les petits renoncements et les grandes trahisons ».

« On sent monter l'extrême droite, on ne peut plus leur laisser l'espace »

Ingrid, étudiante à Lyon-II, à Marseille, Yves, figure du mouvement antifasciste phocéens, numine son émotion. En marge de la manifestation locale, il regarde les CRS en bas de la Casbah : « Ce matin, quand on m'a appelé pour me dire qu'un gamin avait été tabassé à mort par des skins, ça m'a rappelé ce jour de 1993 où on m'a réveillé en me expliquant qu'un minot s'était fait descendre par des colleurs d'affiche du FN dans les quartiers Nord. » Le fanzine emblématique d'Ibrahim Ali, abattu il y a dix-huit ans dans le quartier des Agglades, plane.

Le rassemblement, à l'appel du Front de gauche, du NPA, d'Europe Écologie-Les Verts et des syndicats CGT, FSU, Solidaires, s'est lentement défilé sur le Vieux-Port à partir de 18 heures. Quelques centaines de personnes s'agglomèrent autour d'un noyau dur et juvénile.

Look de reddins, drapeaux rouge noir-blanc qui pointent au-dessus de leurs têtes, les militants de l'Action antifasciste allument des fumigènes et scandent, en occitan, « Mossuon antifascista ». Quelques élus communistes pointent le laxisme du gouvernement dans les manifestations contre le mariage gay. Le PS, lui, se fait discret. Nathalie Pagnon, porte-parole de la ministre Marie-Arlette Carrère, est l'un des rares, avec le conseiller général Denis Rossi, à être présente.

« Clément, ni oubli ni pardon », « Fascistes assassins, l'État ne nous protégera pas. Clément vit dans nos combats ». À Lyon, deux banderoles ont été déployées au milieu d'un rassemblement qui compte environ un millier de personnes. Peu de slogans, un fumigène, quelques chants. L'assemblée est calme et soudée, entre l'opéra et l'Hotel de ville. Constitué d'une majorité d'étudiants, comme Ingrid, 27 ans, en thèse à Lyon-II, alertée par Facebook : « On sent monter l'extrême droite, on ne peut plus leur laisser l'espace ». « C'est dommage d'attendre la mort d'un

jeune homme pour se rendre compte à quel point l'extrême droite est violente. Il y a longtemps qu'on interpelle les autorités », dit Sophia, 22 ans, étudiante à Sciences-Po Lyon. Militante au Parti de gauche, elle craint la caricature : « On présente souvent les violences entre des blocs de militants extrémistes qui joueraient à s'affronter. L'image est fautive. Les agressions se multiplient au-delà de pseudo-rivolités. Des passants, des couples, une petite foule à Toulouse : environ 200 à 300 personnes se retrouvent, puis à partir de 18 h 30, place Saint-Étienne à l'appel du PCF, relayé par le PS. Après quelques breves allocutions et une minute de silence, la foule se disperse. À 20 heures, une poignée de militants autonomes se rendent place du Capitole pour brandir une banderole à la mémoire de « Clément M., assassiné par des fascistes ». Des lycéens du 15e NI sont venus grossir les rangs. Des élus socialistes sont également là, sans drapeaux, alors que les écologistes occupent les premiers rangs derrière leurs banderoles vertes. Avec leurs cablots rouges, les militants du PCF, du Front de gauche et du NPA sont les plus visibles. Le PS et le PCF déclament de concert « la dissolution des groupuscules néonazis ».

Gilles Roy (à Marseille), Patrick Rossi (à Paris), Richard Scutty (à Lyon) et Stéphane Thépot (à Toulouse)